



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement

Unité Gestion de l'eau

ARRETE

*portant prescription particulière à la déclaration
accordée par récépissé du 6 novembre 2006*

LE PREFET DE L' AISNE
Chevalier de la Légion d' Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-3, R 214-112 à R 214-151 ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques modifié par l'arrêté du 16 juin 2009 ;

VU le récépissé de déclaration concernant la création d'un bassin écrêteur sur la commune de Villers-Cottèrets du 6 novembre 2006 ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 24 novembre 2011 ;

VU le projet d'arrêté adressé à Monsieur le Maire de la commune de Villers-Cotterêts en date du 29 novembre 2011 ;

CONSIDERANT les caractéristiques techniques du barrage notamment sa hauteur et son volume au sens de l'article R 214-112 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet du présent arrêté qui lui a été transmis ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

ARRETE

ARTICLE 1 : CLASSE DE L'OUVRAGE

Le barrage du bassin écrêteur de Villers-Cotterêts situé sur les parcelles cadastrées BB 77, BC 47, BC 49 et BC 7, commune de Villers-Cotterêts et appartenant à la commune de Villers-Cotterêts, relève de la **classe C**.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'OUVRAGE

Le barrage de bassin écrêteur de Villers-Cotterêts doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-125, R 214-133 à R 214-135 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution (ou mise à jour) du dossier : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté;
- constitution (ou mise à jour) du registre à partir de la date de notification de l'arrêté;
- description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté;
- production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté ;
- transmission au service de police de l'eau du rapport de surveillance : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté puis tous les 5 ans ;
- transmission au service de police de l'eau du rapport d'auscultation : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté puis tous les 5 ans ;
- transmission au service de police de l'eau du compte-rendu des visites techniques approfondies : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté puis tous les 5 ans.

ARTICLE 3 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 5 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Villers-Cotterêts, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne durant une durée d'au moins un an.

ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage à la mairie de Villers-Cotterêts. Ce délai peut être prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de la décision si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

ARTICLE 7 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aisne, le Sous-préfet de Soissons, le Directeur départemental des territoires, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le maire de la commune de Villers-Cotterêts, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aisne, affiché dans les mairies des communes concernées et dont un avis sera publié dans deux journaux locaux.

LAON, le 11 JAN. 2012

Pour le Préfet

et par délégation

Le Secrétaire Général



Jackie LEROUX-HEURTAUX